

Pour une réforme en profondeur de l'Internationale socialiste

Le Parti socialiste suisse est depuis de longues années membre de l'Internationale socialiste (IS). Née au 19^e siècle, cette organisation, ressuscitée par le Congrès de Francfort en 1951, rassemblait alors les partis socialistes d'Europe occidentale. Au cours de la décolonisation et à la fin de la guerre froide, l'IS a accueilli un grand nombre de nouveaux membres, gagnant ainsi la stature d'une véritable Internationale socialiste présente sur tous les continents.

Les valeurs que défend l'IS sont les droits humains inaliénables, la quête de la liberté, la justice, l'égalité sociale et la solidarité internationale. Toute la grande famille internationale des partis sociaux-démocrates se rassemble sous la bannière de la solidarité avec les plus pauvres et les opprimés dans le monde. Les partis membres sont donc tenus de respecter et de défendre ces valeurs. Le but de l'IS est de développer une communauté d'intérêts et une compréhension mutuelle, par-delà les frontières et les continents, afin de promouvoir un monde plus pacifique, plus juste et plus sûr. Ainsi, parmi toutes les organisations internationales, l'IS est la seule qui soit parvenue à réunir le parti travailliste israélien et le Fatah palestinien. C'est par ailleurs grâce à leur adhésion à l'Internationale que certains petits partis socialistes ont pu survivre sur la scène politique de leur pays. Toutes ces réussites ont valu à l'IS une excellente réputation dans le monde et nombreux sont les partis qui souhaitent y adhérer. Aujourd'hui, elle compte plus de 160 membres. Ces réussites historiques sont une fierté pour nous.

Mais tous les membres de l'IS ne répondent pas aux attentes qui leur sont posées. Certains ont perdu de vue les valeurs communes. Autrefois mouvements de libération, ils ont été pervertis et sont devenus des partis dogmatiques et autoritaires. L'admission comme la présence de ces partis au sein de l'IS sont absolument inacceptables. Avant toute chose, l'Internationale socialiste a toujours représenté une voix qui s'élève pour la défense de la liberté, de la démocratie et des droits humains dans le monde. Sa crédibilité dépend donc essentiellement du fait qu'elle ne souffre chez ses membres actifs d'aucune entorse au respect des droits humains et des libertés fondamentales. C'est pourquoi, à l'avenir, il faut exclure ou refuser d'admettre dans l'Internationale socialiste les partis qui font fi de nos valeurs de liberté, de démocratie et de respect des droits humains.

Une première grande étape en ce sens a été franchie avec l'exclusion immédiate du RCD tunisien et du NDP égyptien. Cela dit, l'IS n'a pas de quoi pavoiser, car cette mesure aurait dû intervenir bien avant l'émergence des mouvements démocratiques dans ces pays. Jusqu'ici, d'autres partis, comme le FPI en Côte d'Ivoire, n'ont fait l'objet que de suspensions et à l'heure actuelle, certains jouissent encore pleinement de leurs droits de membres. Le PS Suisse ne peut ni cautionner, ni tolérer une telle situation. C'est pourquoi nous demandons l'exclusion immédiate de ces partis et allons même plus loin : nous sommes prêts à renoncer à la poursuite du paiement de nos cotisations et, à terme, à notre présence même au sein de cette organisation, si l'IS n'adopte pas une position sans équivoque sur ces questions.

Indépendamment de l'exclusion des partis anti-démocratiques qui violent les droits humains, l'IS doit être réformée de fond en comble, voire être refondée. Ses structures sont figées et elle a de moins en moins de poids dans la politique internationale. Dans le sillage de ces réflexions, le PS Suisse s'associe aux quatre revendications émises par le SPD, actuellement à la présidence, le 14 mars 2011.

1. L'IS a besoin d'un instrument lui permettant de prendre des mesures d'urgence, au cas où un parti membre se rendrait coupable de violations manifestes des droits humains. Les procédures de contrôle des membres doivent être améliorées et accélérées quand il y a un soupçon fondé de violation fondamentale des valeurs de l'IS par l'un des partis.
2. L'IS doit retrouver une importance politique. Elle doit être le lieu dans lequel on peut parler de liberté, de démocratie et de droits humains dans le monde entier et où l'on peut participer à l'élaboration d'un ordre mondial plus juste. Il faut pour cela qu'elle soit plus transparente et démocratique et ses instances doivent siéger régulièrement.
3. L'IS doit s'ouvrir, offrir plus de possibilités de participation et donner une tribune aux grands partis progressistes, aux organisations non gouvernementales et aux autres partenaires. Elle doit être la première adresse pour ceux qui se battent contre l'injustice et défendent la liberté, la démocratie, le développement durable, un ordre économique plus juste et la coexistence pacifique.
4. Il est important que l'IS s'investisse de manière durable dans les régions en conflit, indépendamment de la conjoncture politique. Il faut par exemple qu'elle prenne davantage d'initiatives au Proche et au Moyen Orient et propose des solutions pour lutter contre les « causes modernes des conflits », selon la formule du SPD : pour une répartition équitable des ressources, contre la pénurie d'eau et dans une optique de développement durable. L'IS est le lieu où l'on peut élaborer des concepts pour répondre au « choc des cultures ». L'Internationale peut également mettre sur pied des campagnes importantes, notamment en faveur de l'institution d'un impôt sur les transactions financières.

Pour être à la hauteur de ces tâches, l'IS doit réformer de fond en comble son administration et ses structures internes. Elle a besoin pour cela de personnel qualifié, qui fera de la coordination avec les partis membres le fondement de son organisation et l'essence de son travail.

Héritière d'une longue tradition, l'idée de l'Internationale suscite toujours un engouement certain. C'est pourquoi la réforme doit avoir lieu sans délai. Les contours de la nouvelle Internationale socialiste nécessitent d'être esquissés d'ici la fin de l'année. Les sociaux-démocrates du monde entier doivent pouvoir y poser leurs questions et y trouver des réponses, dans l'esprit d'une mondialisation qui aurait enfin un nouvel objectif : la liberté, la justice et la prospérité pour tous au lieu de la richesse pour quelques uns.

Adoptée par le congrès extraordinaire du 26 mars 2011 à Zurich